

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, l'un des députés qui a parlé tout à l'heure a dit quelque chose à propos de l'impôt et du bétail et cela m'a rappelé quelque chose qui m'est arrivé il y a quelques mois. Je me trouvais dans ma circonscription, dans une des dernières régions agricoles où les gens se souviennent encore de l'époque des pionniers. A la foire annuelle, on devait élire le fermier et la fermière de l'année. Tous les concurrents devaient accomplir un certain nombre de tâches, notamment traire une vache. Ils ne pouvaient pas faire entrer une vache dans la salle, alors ils ont amené une pauvre vieille chèvre.

Mais aucune des six ou sept personnes qui se trouvaient là n'avait jamais traité de chèvre et ils s'attaquaient à la bête chacun à sa manière, l'un se plaçait d'un côté, un autre de l'autre, deux se sont même allongés sous la chèvre et je ne me souviens plus de ce que les autres ont fait. Une fois que tout a été fini, j'étais assis sur l'estrade et la pauvre biquette m'a regardé. Elle bêlait et avait l'air tout triste. Je me demandais où j'avais déjà vu cette tête-là. C'était exactement la tête du contribuable canadien qui s'était fait traire par six ou sept ministres des Finances. Le ministre actuel est exactement comme le dernier concurrent qui, si je me souviens bien, était à califourchon sur la chèvre et essayait de la traire par-dessous pour en tirer les dernières gouttes de lait. De toute évidence, il manquait d'expérience. Il savait seulement qu'il fallait faire sortir du lait de la pauvre bête, oubliant que son prédécesseur l'avait déjà vidée jusqu'à la dernière goutte. Cela, dis-je, me fait penser à l'actuel ministre des Finances (M. Chrétien). Il ne sait pas où il va pouvoir trouver ce qu'il cherche. Voilà qui résume le contexte dans lequel se place ce débat.

S'il s'agissait d'un bill isolé, je dirais peut-être qu'on l'a suffisamment débattu, mais on ne peut pas le prendre isolément. Nous devons tenir compte de la conjoncture que représente un gouvernement incompetent, inepte et nourri de scandales, qui s'est révélé incapable de régler les problèmes de ce pays et qui détient le record en matière de bêtise, d'indécision, de corruption sans parler de ses autres défauts.

● (2032)

Et ce sont ces gens-là qui disent: «Finissons-en avec ce budget.» Ils utilisent les budgets comme les ménagères le papier de toilette et les essuie-tout. Elles en déchirent un bout, l'utilisent, puis, attendent un peu et s'en servent de nouveau. Ils font la même chose pour les budgets, les mini-budgets et les lois. Cela n'a ni rime, ni raison; ni bon sens, ni intelligence. Je suis convaincu qu'avant que nous ayons terminé, le ministre des Finances aura présenté une douzaine ou une vingtaine de modifications.

**Une voix:** Au moins.

**M. Baldwin:** Les députés qui siégeaient à la Chambre à l'époque où M. Benson était ministre des finances, lors de la représentation du fameux bill à la suite du Livre blanc sur la réforme fiscale, se souviendront que le bill a été débattu très longtemps, à la grande indignation du gouvernement qui a dit que nous prenions trop de temps. Avant que le débat ne prenne fin, des centaines de modifications ont été présentées et des centaines d'autres ont été soumises au Sénat. Des centaines d'autres ont été promises. Je parierais que certaines des modifications aujourd'hui à l'étude ont été envisagées par M. Benson, il y a six, sept ou huit ans, et nous les étudions encore.

#### *Attribution de temps—Bill C-11*

Nous les étudierons probablement toujours dans dix ans, après les répercussions de ce triste virage imposé au pays.

Dans ces conditions, il est essentiel que nous, à la Chambre, prenions le seul moyen limité qui nous reste à l'étape du comité plénier, et c'est de relever les injustices, les mesures inopportunes ou indésirables et de suggérer des amendements. Chaque amendement que le gouvernement acceptera pourrait fort bien entraîner pour les contribuables canadiens un bénéfice de l'ordre de centaines de millions de dollars sur une période donnée. Si nous prenions cinq ou six jours de plus pour faire ce débat, comme cela se pourrait fort bien, et si le gouvernement ne faisait pas la sourde oreille, mais acceptait les modifications qui ont été proposées par mes collègues, les économies réalisées par les contribuables canadiens vaudraient bien le temps consacré à cette tâche.

Je ne pense pas que le gouvernement le fasse. Il présentera probablement certains amendements qui lui paraissent appropriés. Il y en a probablement bien d'autres que doit étudier la bureaucratie du ministère des Finances. On en est là. C'est une triste histoire.

Le Parlement a perdu de ses pouvoirs. Le ministre des Finances ne sait ni d'où il vient ni où il va. Nos institutions parlementaires ne s'en portent que plus mal et le pays se disloque.

Tout en parlant d'unité nationale, le gouvernement n'a rien fait pour résoudre les difficultés des régions et répondre à leurs besoins. Le premier ministre (M. Trudeau) va rencontrer les premiers ministres un peu partout au Canada pour leur proposer une troisième voie, une façon de panser les plaies du pays et pendant ce temps, le ministre des Postes (M. Blais) prononce un discours à Ottawa où il déclare qu'il ne veut pas d'une troisième voie. La troisième voie consiste à donner encore plus de pouvoirs au gouvernement fédéral, aux dépens de ceux que les provinces possèdent déjà.

Alors que le gouvernement plaide une cause à la Cour suprême, il demande à ses avocats, par l'intermédiaire du ministre de la Justice (M. Basford) de contester les droits des gouvernements provinciaux sur les ressources naturelles. C'est ce même gouvernement qui vient nous demander d'adopter les propositions fiscales de ce bill et qui nous dit en même temps, en dépit d'injustices flagrantes, en dépit du fait que nous avons l'intention d'améliorer la loi avant de l'adopter en proposant des amendements, que les pauvres paysans de l'opposition ne méritent pas d'avoir la chance d'en discuter comme il se doit, à cette étape-ci. Quoi qu'il en soit, si ce bill était un cas isolé, je concéderais au ministre des Finances que nous y avons consacré assez de temps. Mais on ne peut faire cela.

Je prétends que le ministre des Finances reviendra à la Chambre et au Parlement d'ici un an pour reconnaître que certaines des mesures qu'il a proposées ne fonctionnent pas, et pour demander au Parlement de modifier la loi de l'impôt sur le revenu, de modifier sa politique fiscale. Ce sera peut-être avant six mois. Si on prévoit des élections, il reviendra peut-être encore plus tôt. Dans ces conditions, monsieur l'Orateur, j'estime que le gouvernement se montre tout à fait déraisonnable en n'acceptant pas d'écouter les critiques pénétrantes et sérieuses que pourraient formuler, à l'adresse du ministre et du gouvernement, les députés de ce côté-ci de la Chambre, ce qui permettrait d'améliorer considérablement, avant son adoption, le bill à l'étude.